

Statistique et échelons administratifs.

Les expériences russe et soviétique

Martine Mespoulet

Université de Poitiers

La Russie offre un cas intéressant pour étudier les questions liées à la tension qui caractérise la dualité de la production des données statistiques effectuée sur des territoires régionaux ou infra-régionaux et de celle réalisée à l'échelle de l'Etat¹. En effet, entre les années 1870 et la révolution d'Octobre 1917, un vaste réseau de bureaux de statistique dépendant d'institutions de gestion locale régionales a coexisté avec celui de la statistique d'Etat du Comité central de la statistique (TsSK²). Le cas de la Russie est intéressant également pour une deuxième raison : l'organisation en 1918 de l'administration centralisée de l'Etat bolchevik, la Direction centrale de la statistique (TsSOu³), s'est faite sur la base de ces anciens bureaux de statistique régionale. Cette situation fournit un cas privilégié pour étudier certaines formes d'expression de la tension entre production locale des données et production centrale dans cette période de passage en Russie de l'observation locale à l'observation globale dans le cadre d'un processus de centralisation de la production des données statistiques associée à la construction d'une nouvelle forme d'Etat.

Qu'est-ce qu'on gagne, qu'est-ce qu'on perd dans ce changement d'échelle de l'observation statistique? Cette question a été au cœur des débats du congrès des statisticiens russes de juin 1918. Toutefois, ces discussions n'étaient pas nouvelles pour eux car, dès la fin des années 1880, ces anciens statisticiens régionaux avaient commencé, dans leurs congrès nationaux, à discuter les questions posées par une démarche de généralisation statistique sur la base des données collectées pour un usage local⁴. Comment certains transferts de méthodes

¹ Sur ces questions, voir Alain Desrosières, « Le territoire et la localité : deux langages statistiques », *Courrier des statistiques*, n°65, mars 1993, pp. 49-59 ; François Ménard, « La construction statistique du territoire local », *Informations sociales*, n°104, 2002, pp. 40-49.

² Tsentral'nyi Statisticheskii Komite

³ Tsentral'noe Statisticheskoe Oupravlenie

⁴ Martine Mespoulet, *Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001

ont-ils été opérés en passant d'une échelle territoriale d'observation à l'autre ? A quelle formes de tensions ont-ils donné lieu ?

Après avoir rappelé l'histoire de ce passage de l'observation statistique effectuée depuis les années 1880 dans les régions russes à l'organisation en 1918 d'une institution centralisée et de procédures standardisées à l'échelle du territoire du nouvel Etat bolchevik, j'étudierai quelques formes d'expression de tensions autour des méthodes de collecte des données pendant les années 1920. Je montrerai notamment comment l'articulation entre observation globale et approche locale a pu être considérée comme un atout au moment de la construction de cette nouvelle administration centralisée, avant de devenir incompatible, à la fin des années 1920, avec le projet politique de centralisation et de planification de l'Etat soviétique.

En définissant de nouveaux échelons territoriaux administratifs, la réforme territoriale de 1928 poussa à une centralisation plus forte de l'administration de l'État soviétique dans son ensemble. Pour cela, il fallait notamment casser l'échelon administratif de l'ancienne province, la *gubernia*, qui était un héritage de l'administration tsariste. Dans le cas de la statistique, l'héritage allait bien au-delà. La plupart des bureaux de *gubernia* étaient dirigés par des statisticiens des anciennes administrations de gestion locale des *zemstva* de ces mêmes *gubernii*. Ils en avaient conservé beaucoup de méthodes d'enquête. En ôtant toute sa pertinence à la *gubernia* comme territoire d'observation, la nouvelle carte administrative de 1928 contraignit les statisticiens des anciens bureaux de *gubernia* de la TsSOu encore en poste à transformer leurs procédures d'enquêtes pour les adapter aux normes imposées par l'administration du plan.

L'élargissement du territoire d'observation changeait inévitablement la dimension et la nature de la production statistique. En imposant une nouvelle forme de la production des données aux bureaux de statistique régionaux, la réforme territoriale fut un levier essentiel pour les organes du plan pour imposer à l'échelon local leur logique de gestion économique et de production des chiffres. Traduction concrète d'une volonté politique, la carte administrative exerça une force d'imposition sur la construction du savoir statistique en fixant les cadres territoriaux de la production des données.

Au-delà de cela, la suppression du territoire d'observation de la *gubernia* sonna le glas d'une statistique régionale au passé fort riche et aux objets diversifiés, et mit fin aux bases territoriales sur lesquelles reposait son legs humain et méthodologique dans la nouvelle administration centrale statistique soviétique.